

CIBLE

Égoïsme

Comme la vie est difficile pour ce gouvernement tout neuf et qui paraît déjà accablé par sa tâche.

Il y a d'abord eu, comme en 1981, le flou, les improvisations, les contradictions et les erreurs manifestes qui sont le lot de toute équipe récemment arrivée aux affaires, compensé par le traditionnel état de grâce. Mais voici que le printemps libéral s'achève avant d'avoir vraiment commencé. Jacques Chirac est aujourd'hui un homme surveillé, guetté, menacé.

Surveillé par l'Elysée qui ne permettra pas à ce gouvernement de céder à l'esprit de revanche politique et sociale, ni de faire n'importe quoi. Guetté par ses alliés giscardiens et barristes, qui sont des rivaux d'autant plus déterminés que le succès de l'actuel Premier ministre ruinerait leurs espérances. Menacé enfin par les groupes d'intérêts, à qui il a trop promis et déjà trop donné. Nul n'ignore les pressions du groupe Hersant dans le domaine audiovisuel. Nul n'ignore, surtout, que nombre de patrons, malgré les largesses dont ils bénéficient, préfèrent accroître leurs marges et leurs placements financiers plutôt que de prendre le risque certain d'investir et d'embaucher. Si Jacques Chirac échoue, ce ne sera ni la faute du Président ni celle de la gauche. Il tombera, comme tant d'autres, en raison de l'égoïsme de ses alliés.

EN FRANCE

L'effet Tchernobyl



Régression

**Recherche : la
fin d'une politique**

(p. 3)

Religion

**Eglise : crise
et renouveau**

(p. 6-7)

Leçons de choses

Succès de la diplomatie royale



A l'occasion du voyage officiel qu'il a accompli à Londres, le roi Juan Carlos d'Espagne confirme son rôle primordial dans la diplomatie européenne.

guerre des Malouines (l'Espagne avait soutenu ses «frères» de l'Hispanité) sont désormais oubliés. L'heure est à la normalisation des relations entre les deux pays.

Après l'entrée de son pays dans la C.E.E. et la confirmation de l'adhésion à l'O.T.A.N., le roi désirait accélérer le processus de réconciliation. Le rapprochement ne semblait pourtant pas devoir provenir des efforts de conciliation de Mme Thatcher avec Felipe Gonzalez. Les liens familiaux ont eu raison des antagonismes politiques : descendants l'un et l'autre de la reine Victoria, Juan Carlos et Sophie sont très liés à la famille royale britannique. Les rencontres sont fréquentes et les séjours - discrets - privés nombreux. Bien que le couple royal ait dû renoncer à assister au mariage du prince Charles en 1981, parce que celui-ci avait choisi de commencer son voyage de nocce par Gibraltar, le prince Philip, duc d'Edimbourg, se rendit peu après à Madrid (n'est-il pas comme la reine Sophie, prince de Grèce et de Danemark ?).

De part et d'autre tout a été fait pour que ce voyage soit un succès. Fastes royaux à Windsor, honneurs pour le roi à Oxford où il a été nommé «docteur honoris causa» de l'université et surtout privilège de s'adresser à Westminster. Pour la première fois dans l'histoire britannique, un monarque étranger a pu prononcer un discours au Parlement devant les deux chambres réunies. Avec la franchise qui le caractérise - et qui sied «entre amis» - le monarque espagnol, a évoqué à deux reprises le problème délicat de Gibraltar, «la reprise récente du dialogue sur Gibraltar est un pas en avant mais il y a encore un long chemin à parcourir. Je fais confiance à nos gouvernements respectifs pour trouver la formule qui transformera les ombres en éléments d'harmonie pour le plus grand bien de la coopération entre nos deux pays et pour celui de l'Europe». L'indépendance du roi à l'égard de l'électeur espagnol lui permet de tenir des propos de réconciliation dont on peut attendre des effets concrets. Le «speaker» de la Chambre des



Communes salua le roi «comme le gardien solide de la démocratie espagnole» avant de lancer un vibrant «viva Espana, viva el Rey».

Le voyage historique des souverains espagnols outre-Manche montre combien le roi est un facteur décisif de l'insertion de l'Espagne dans le concert européen. La reine Elisabeth a accepté de se rendre à son tour en voyage officiel en Espagne...

François DELAGE

(1) Yves La Marck, «Monarchie et politique étrangère», éd. Royaliste, prix franco : 95 F.

royaliste ♦

SOMMAIRE - p.2 : Succès de la diplomatie royale - p.3 : La recherche sacrifiée ? - p.4 : Le sommet de Tokyo - Nakasone, Kohl, Waldheim : même combat ! - p.5 : L'octroi de mer - p.6/7 : L'Eglise catholique, crise et renouveau - p.8 : Mystique ouvrière et tradition hermétique - p.9 : Femme qui es-tu ? - p.10 : Encore des témoignages - p.12 : Fragments plus ou moins radioactifs.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

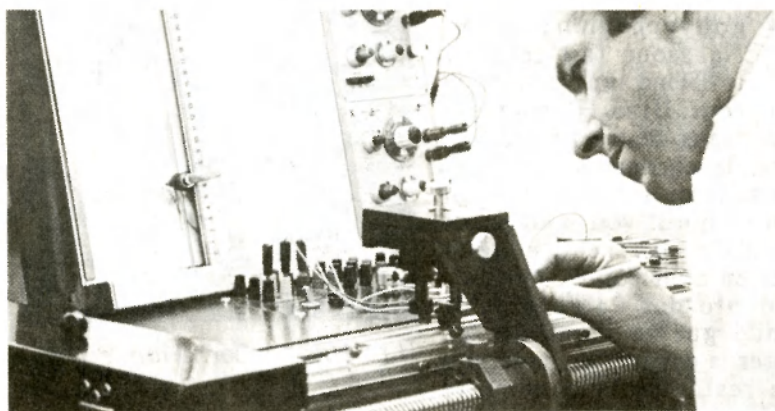
Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Inquiétude

La recherche sacrifiée ?

La recherche vient de passer quelques semaines dans ses petits souliers. Et il faut bien constater que le gouvernement a fait preuve d'une rigoureuse modération. Est-ce la fin de cet ex-secteur prioritaire ?



Après les périodes d'abondance de 62 à 72 et la grande ferveur de 81 à 84, la recherche va-t-elle retomber dans l'anonymat ? L'ancien gouvernement l'avait placée parmi les domaines privilégiés et cela s'était traduit, en 83/84, par « un budget en croissance de 8% en volume par rapport à l'année précédente » (1). Tel ne semble pas être le cas dorénavant. En effet les nombreuses attaques contre le CNRS d'une part et les priorités économiques d'autre part ne calment pas les craintes des chercheurs. De plus, la plateforme RPR-UDF ne prévoyait-elle pas, même de façon évasive, que « nombre d'unités de recherche du CNRS ont une vocation à être transférées aux établissements d'enseignement supérieur » ? Ce démantèlement fut désiré vigoureusement par la droite, ce que démontrait les propos de M. Durand, conseiller pour la recherche et l'éducation (et vice-président de l'UNI) à savoir « que le potentiel du CNRS soit redistribué dans une nouvelle structure de l'enseignement supérieur ». Ces paroles se sont retrouvées dans les organisations de droite telles que

la fédération nationale des syndicats autonomes du supérieur ou les cercles universitaires. M. Devaquet, victime des fluctuations quant à ses attributions et leur partage avec les ministères de la Santé, de l'Agriculture et de l'Industrie, a rassuré le monde scientifique le 24 avril dernier au cours d'un dialogue avec l'association des journalistes scientifiques et de la presse d'information. Pour lui il ne faut pas « dépecer le CNRS et l'INSERM et renvoyer les laboratoires qui les composent dans les universités », car ce serait « grave pour la recherche française de les inquiéter ou de les remettre en cause ».

La Recherche est donc soulagée d'une angoisse certaine, car le CNRS et l'INSERM sont des organismes de très grande réputation internationale et ces projets avaient laissé perplexes les observateurs étrangers, il n'est qu'à lire « Nature » pour le comprendre. Mais ce soulagement a vite été brisé par la loi de finance qui ne favorise pas une grande marge d'action car, à un « accroissement prévu de 4% en volume du budget civil 86 se substitue une diminution de

même ampleur ! » (1). Et même si le Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) reste compréhensif, il est inquiet car de telles mesures « conduisent à bouleverser, voire inverser, certaines priorités longuement réfléchies et recommandées par la commission du Plan et par le Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie ». La recherche fondamentale est une nouvelle fois frappée au profit du CEA ou du CNES (Centre National d'Etudes Spatiales). Le fait que le CEA, le CNES et l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique) soient partagés avec l'industrie, l'INRA avec l'agriculture et l'INSERM avec la Santé, semble, pour nos amis étrangers (2), un rempart bien faible. Car à cette compression budgétaire se superpose les baisses de crédits incitatifs consentis par l'Agence nationale de la valorisation de la recherche (-40%) par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (-30%) et par le fonds de la recherche (-40%).

Le problème reste donc entier. Car, comment concilier l'effort de recherche qui, n'en déplaise à M. Chirac, est prépondérant pour une position que nous voulons au premier rang mondial, avec l'effort de rigueur qui doit être mené par tous les ministères. Nous ne voulons concevoir notre pays qu'assaini financièrement, certes, mais pas au détriment d'un secteur-clé pour l'avenir. Nous espérons donc que la prochaine loi de finance rétablira cette priorité à la Recherche qui demeure un excellent investissement à long terme.

Frank LAFONT

(1) M. Kourlisky, vice-président du CSRT.

(2) « Nature », du 24 avril 86.

Audiovisuel

Service Public

Nous avons trop souvent critiqué la logique du spectacle pour être accusés de complaisance à l'égard de la télévision. Nous sommes trop conscients du rôle qu'elle joue dans le débat public pour demeurer indifférents aux projets gouvernementaux. Leur mise au point est d'ailleurs difficile puisque le projet de loi sur l'audiovisuel donne lieu, dans la majorité, à des conflits qui ne sont pas résolus au moment où nous écrivons. Comme la gauche en 1981, la droite arrive au pouvoir sans avoir sérieusement préparé ses dossiers, et s'efforce, non sans mal, de réaliser un programme trop fortement teinté d'idéologie sommaire pour être appliqué tel quel.

Ce qui est vrai dans le domaine de l'Economie, de la Santé, de l'Industrie, l'est aussi sur le plan audiovisuel. Rompant avec son ancienne culture étatique, la droite porte maintenant le privé aux nues. On va donc privatiser une ou deux chaînes, en affectant d'ignorer que le « privé » est, en l'occurrence, constitué par un petit nombre de groupes financiers dont la logique première est la rentabilité et qui ne se soucient donc guère de la qualité des programmes.

Or la télévision remplit, vaille que vaille, une mission de service public. Or cette télévision est, de l'avis général, de bonne qualité. C'est une mauvaise action que de vouloir amoindrir ce rôle, que de mettre en danger cette qualité. L'existence d'un service public peut et doit s'accompagner de télévisions privées. Mais rien ne justifie que ce service public leur soit sacrifié. C'est dire combien la grève générale du 21 mai était légitime dans sa volonté de sauver le service public.

A.D.

Poudre aux yeux Tokyo ou le sommet du «consensus mou»

Au lendemain du sommet de Tokyo, Claude Cheysson déclarait au journal «Libération», «Je suis bien placé pour savoir que les résolutions adoptées par les sommets précédents ont souvent été ignorées sitôt écrites». Alors à quoi bon ces rencontres annuelles entre les sept «grands».

Qui se souvient aujourd'hui du sommet de Bonn (pour ne pas remonter plus loin dans le temps) et des problèmes qui ont été soulevés sinon résolus ? Qui se rappelle des positions adoptées, individuellement par chaque pays, ou collectivement dans la déclaration commune concernant l'IDS et «Eurêka» ? Ou de la polémique qui s'est développée entre les délégations française et américaine à propos de la fixation d'une date pour l'ouverture de négociations au sein du GATT ?

Dans les mémoires, Bonn restera comme le sommet de la reconnaissance politique de la RFA par les Etats-Unis; et sa principale attraction, la visite de Ronald Reagan au cimetière de Bitburg.

Désormais la seule raison d'être de ces réunions - euphorie économique aidant - est de montrer des pays industrialisés unis face au reste du monde. Dès lors, l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes importe plus que les débats. D'où le nécessaire consensus autour de quelques thèmes clefs au fort impact médiatique. Par ailleurs, comme les questions économiques sont plus sujettes que d'autres à la discorde - les précédents sommets l'ont prouvé - les problèmes monétaires ou commerciaux ou encore l'aide au pays du tiers monde endettés

sont habilement noyés dans un flot de paroles vagues.

Enfin, face au peu d'intérêt que suscite auprès de leurs opinions publiques respectives l'économie, les chefs d'Etat et de gouvernement se doivent de trouver des sujets de discussion plus porteur, sous peine de perdre le contact avec leurs électeurs. Le véritable enjeu de ces sommets est davantage de l'ordre de la politique intérieure que des relations internationales. Sinon comment expliquer le déplacement de Jacques Chirac à Tokyo ?

Alors, comme l'actualité s'y prêtait, on a parlé de terrorisme et de nucléaire. Même François Mitterrand qui avait toujours estimé que les sommets devaient rester informels (pour éviter qu'ils ne se transforment «en directoire politique du monde occidental») et être consacrés essentiellement aux problèmes économiques, est revenu sur ses principes. Dans la déclaration finale on a gommé - compromis oblige - les positions les plus extrémistes, notamment celles des Etats-Unis partisans d'un boycott économique de la Libye et d'une nouvelle croisade anti-communiste, après la catastrophe de Tchernobyl. Et les problèmes importants sont restés en suspens. A quoi bon ces sommets ? La question reste posée.

Patrice LE ROUE

Yves La Marck

Prix franco : 95 F

**MONARCHIE ET
POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

Souvenir Nakasone, Kohl, Waldhelm : même

Un an après la commémoration solennelle du 40ème anniversaire de la victoire alliée, on assiste chez les anciens vaincus à de curieux retours sur l'Histoire qui risquent d'être lourds de conséquences.

2 9 Avril. A Tokyo, le gouvernement de M. Nakasone fait célébrer le 85ème anniversaire de l'Empereur Hiro-Hito et ses soixante ans de règne. A Salzbourg, le chancelier Kohl apporte son soutien à Kurt Waldheim en qui il voit «un grand patriote». Entre ces deux événements un point commun : la volonté des vaincus de la seconde guerre mondiale de dépasser la coupure de la défaite et de restaurer la continuité historique entre l'avant et l'après-guerre.

Nul processus historique n'est innocent. «Clôre l'après-guerre», souci tout naturel du Japonais et de l'Allemand, c'est renouer avec l'avant-guerre, avec une période d'expansion exceptionnelle pour ces deux nations qui s'y réfèrent donc volontiers. Un Tocqueville ou un Albert Sorel y trouveraient sans doute matière à illustrer les préoccupations de ces politiques : ainsi la «logique» de cette avant-guerre, vue à la lumière de l'anticommunisme d'aujourd'hui, n'était-elle pas plutôt l'anti-bolchevisme, comme on disait alors, que la guerre raciale, l'antisémitisme ou l'espace vital qui apparaissent maintenant comme autant de vieilles lunes ?

Le problème s'est déplacé : on ne discute plus tant de la responsabilité collective à l'égard des atrocités, de l'holocauste, qui n'intéresserait plus guère que les nostalgiques, une certaine extrême-droite, ou les survivants. L'affaire Waldheim est exemplaire en ceci qu'il n'est pas question d'un Eichmann, d'un Mengele ou d'un Barbie, mais d'un président de la République en puissance, d'elec-



Hiro-Hito, incarnation du Soleil Levant.

tions autour d'un projet d'avenir. Au-delà des personnes et des faits, établis ou non, c'est la façon dont l'Autriche, comme l'Allemagne ou le Japon, entend aborder les années 90.

Cela va bien plus loin que des préoccupations électorales. De la cérémonie au cimetière de Bitburg (1) au soutien à Waldheim par «patriotisme», il y a un lien logique. Un même lien logique pour M. Nakasone entre le mémorial de Yasukuni(2) et la célébration des anniversaires de l'Empereur.

Souci tout naturel ? En matière de relations internationales, de telles réévaluations ou falsifications historiques, de tels reclassements géographiques et sociaux, ne sont pas indifférents. Les motivations que les uns et les autres retirent de l'expérience de la seconde guerre sont fort diverses. Or elles commandent encore largement plusieurs de nos attitudes politiques, dans le fond et dans la forme. Pour les Anglo-saxons, la guerre n'a pas introduit une rupture dans la vie nationale. Ils vivent cet hier et leur aujourd'hui dans une continuité. Pour la France c'est différent. Qui envisagerait, chez nous, de restaurer la continuité

combat !

entre avant et après guerre ! Notre droite classique a plus souffert de la guerre et de l'immédiate après-guerre que celle des vaincus. Notre avant-guerre est vécue comme une période de déclin, un pôle de répulsion. Il serait intéressant d'évaluer le rôle joué depuis quarante ans dans notre politique extérieure par le simple spectre de Munich. il nous faut être conscients que nous évoluons ainsi sur des axes historiques différents.

Mais si l'Histoire se nourrit de mythes et en fabrique, elle nous donne aussi les moyens de les dominer. C'est tout le secret des réévaluations auxquelles nous n'échapperons pas plus que les Allemands ou les Japonais. C'est aussi tout l'artifice des réminiscences et des commémorations. La campagne de Waldheim serait ordonnée autour de deux thèmes : un président fort au dessus des partis et la défense des valeurs catholiques. Voilà pour le discours. Mais au niveau des images, des représentations, de l'inconscient collectif nous trouvons une histoire au moins dédoublée : l'Empereur et le Führer, la Foi et les œuvres. Il en va de même au Japon (3) : Hiro-Hito la continuité, Hiro-Hito incarnation du soleil levant, c'est aussi l'Empereur qui a mis fin à la guerre, non l'Histoire toute faite mais l'Histoire se faisant. Au-delà des continuités et des ruptures, au-delà de la durée, il y a la légitimité qui est mesure et qui est juge. Où de nouveaux Samouraï trouveront-ils un Hiro-Hito ?

Yves LA MARCK

(1) lors de la visite officielle de Reagan en Allemagne le 5 mai 1985.

(2) première visite officielle d'un premier ministre (le 15 août 1985) au sanctuaire des soldats japonais morts pendant la guerre.

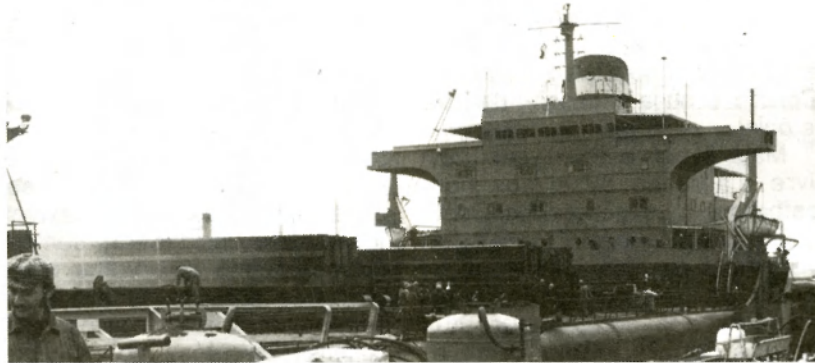
(3) et en Allemagne pour qui n'oublie pas le discours du président Von Weizsäcker au Bundestag pour le 8 mai 1985.

S'il est un lieu où les intérêts de la C.E.E et ceux de la France divergent, c'est bien dans les départements d'outre-mer.

Déjà claire dans le cas des accords de pêche franco-canadiens autour de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour lesquels il a fallu changer le statut de cet ancien D.O.M, cette divergence apparaît de façon plus grave encore ces temps-ci avec la remise en cause de l'Octroi de Mer par certains de nos partenaires européens.

transport, sont à même d'anéantir la fragile production locale

- c'est aussi la seule défense des D.O.M contre les effets nocifs des accords de Lomé III qui ouvrent les portes de la C.E.E - donc les leurs - aux produits des pays A.C.P, qui en l'occurrence sont les concurrents directs des D.O.M, sans contrepartie prévue pour ces derniers



De quoi s'agit-il ? L'Octroi de Mer, institué il y a cent cinquante ans, est une « taxe à la consommation » convertie au fil des ans, il faut bien le reconnaître, en taxe à l'importation applicable à tous les produits introduits dans les D.O.M, d'où qu'ils viennent. Depuis août 1984, cette taxe est gérée par les conseils régionaux des D.O.M. Modulable suivant les décisions du conseil régional, elle s'applique à divers taux (de plus de 25% à l'exonération totale). Il s'agit donc d'un outil très souple aux mains des régions, au contraire de la T.V.A par quoi certains proposent de le remplacer. On comprend alors que l'Octroi de Mer soit une réglementation vitale pour les D.O.M, et en particulier la Martinique et la Guadeloupe moins isolées que la Réunion, pour trois raisons :

- c'est une protection contre les articles d'importation, en particulier les produits métropolitains qui, malgré la pénalisation du

- c'est enfin une rubrique capitale dans le budget des conseils régionaux (350 à 450 millions de francs suivant les années en Martinique) et donc, par la voie des redistributions à l'intérieur des régions, une part qui peut aller jusqu'à 60% des budgets des communes (voire 90% pour les communes les plus pauvres).

Bien sûr l'Octroi de Mer porte en germe les effets pervers de tout protectionnisme : perte de compétitivité, création de monopoles locaux, etc. Mais il n'est pas faux de dire que c'est en partie grâce à l'existence de cette taxe que la départementalisation (depuis 1946) puis la régionalisation depuis 1982 ont pu permettre l'ajustement du niveau de vie des D.O.M sur celui de la Métropole. Et l'on assiste sans surprise à une « union sacrée » contre l'Europe : prononcée par Aimé Césaire, cette phrase aurait pu l'être par n'importe quel homme politique antillais : « il s'agit de savoir si l'Europe a été créée

pour parachever de perturber l'économie des D.O.M, en violation de ses propres principes. »

Quelles solutions sont-elles envisagées à cette crise ?

- Le maintien du statu quo, qui serait pour les D.O.M la solution la plus favorable, mais que la détermination de certains pays de la C.E.E, la Hollande en particulier, rend peu probable : juridiquement, il est vrai que l'Octroi de Mer se défend mal.

- Le changement de statut des D.O.M, suivant l'exemple de Saint-Pierre-et-Miquelon : cette solution se heurterait au refus massif des habitants des D.O.M pour qui la départementalisation - et partant l'égalité absolue des droits - est à la fois une conquête et une assurance. Ce n'est d'ailleurs envisageable ni par l'opposition, ni par la majorité dont l'un des arguments électoraux était la stabilité et la non-remise en cause des statuts des D.O.M.

- Le remplacement de l'Octroi de Mer par une taxe, type T.V.A : cela ne résoudrait pas les problèmes posés par la disparition du premier, la T.V.A manquant de souplesse d'application.

- Enfin la suppression de l'Octroi de Mer liée à une renégociation des accords de Lomé prenant en compte les cas particuliers que sont les D.O.M : on voit mal nos partenaires, hostiles à l'existence même d'une France d'Outre-Mer, accepter cela.

Reste donc à espérer que nos gouvernants, qui semblent d'ailleurs décidés à ne pas céder, soient suffisamment convaincants auprès de la C.E.E pour défendre les D.O.M. Après tout des précédents existent, comme le statut particulier du Groenland. Sinon, la « lutte contre le sous-développement », clamée à grands cris par la gauche comme par la droite, avant mars, risque fort de tourner court.

F.G.

L'Eglise catholique : crise et renouveau

Royaliste : Ce livre s'adresse-t-il seulement aux catholiques ? En quoi peut-il intéresser ceux qui ne le sont pas ?

Gérard Leclerc : A priori, ce livre est fait pour donner des points de repère aux catholiques, qui n'ont pas toujours un souvenir très précis de tous les événements qui ont marqué leur église depuis vingt cinq ans. Je raconte dans les premières pages que l'idée de ce travail m'est venue à l'automne dernier, lors de la grande polémique déclenchée par ceux qui craignaient un retour en arrière par rapport aux acquis du Concile. D'où la nécessité de faire le point.

Mais il est évident que mon livre s'adresse aussi aux non-catholiques. Le général de Gaulle disait que Vatican II serait l'événement le plus important du siècle. Je crois que quelqu'un qui s'intéresse à son époque, aux grands débats idéologiques et éthiques, ne peut manquer d'observer les débats internes à l'église catholique. J'ai donc essayé de rappeler ce qu'a été le Concile et d'analyser les principales controverses autour de lui.

Royaliste : Quel était l'enjeu du Concile ?

Gérard Leclerc : Jean XXIII a réuni le Concile pour faire le point sur la mission de l'Eglise dans le monde moderne. Vaste programme ! Il a fallu un certain nombre d'étapes et même d'épreuves pour que le Concile trouve ses axes de recherches, puis un cadre général pour sa réflexion. Une première année a été nécessaire pour que ce travail aboutisse. En prenant pour thème central l'Eglise et le monde, il s'agissait de mieux définir ce qu'était l'Eglise, en achevant le travail de Vatican I qui fut prématurément interrompu par la guerre de 1870, puis de confronter l'Eglise aux grands défis du

monde moderne et de leur donner une réponse.

Royaliste : Vatican II a été le premier concile « médiatique ». Cela n'a-t-il pas brouillé les enjeux ?

Gérard Leclerc : Oui, souvent. Le Concile est une réalité extrêmement complexe, et donc très difficile à faire saisir par les médias. Evidemment, il y a un côté spectaculaire qui est le plus facile à transmettre. Quant aux grands débats à l'intérieur de l'aula conciliaire, la presse a été tentée de n'en retenir que ce qui était le plus violent, le plus conflictuel, sans comprendre qu'un concile n'est pas une assemblée politique. On ne voyait pas qu'un travail considérable se faisait dans les commissions, où avaient lieu des discussions très serrées, qui ont permis des votes quasi-unanimes au terme du Concile sur l'ensemble des textes précédemment discutés.

Il faut se souvenir qu'on ne dit pas n'importe quoi dans un texte conciliaire : ce qui est proposé et discuté est toujours confronté à l'Ecriture sainte, à la tradition des pères de l'Eglise, aux enseignements des papes. Quand elles existent, majorité et opposition sont amenées à se reconnaître dans la tradition comme deux aspects complémentaires. Ainsi, le travail de la minorité s'est retrouvé dans les textes de Vatican II, qui ont été de ce fait plus solides, plus exigeants : c'est tout autre chose qu'un travail de synthèse politique ! Dans un concile, les rapports de force sont dépassés dans le recours à une tradition, à une norme de la foi qui est commune à tous.

Royaliste : Souligner cette référence constante à la tradition, c'est aller à l'encontre de l'idée que beaucoup ont conservée du Concile : défaite du traditionalisme, victoire du progressisme...

Gérard Leclerc : En effet, on ne peut analyser le Concile ainsi. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que Vatican II s'est attaqué à la question de la modernité et qu'il a eu à envisager des problèmes nouveaux.

Prenons par exemple la question de la liberté religieuse. Il y a eu un conflit très grave sur ce point, et il existe encore des irréductibles. Cela parce que le texte sur la liberté religieuse apporte quelque chose de nouveau, même si cette nouveauté n'est pas, à mon sens, contraire à la tradition de l'Eglise. L'émancipation de l'homme moderne, qui est d'ailleurs le produit du judéo-christianisme comme le montre Marcel Gauchet, a provoqué des bouleversements politiques que nous connaissons bien. La société individualiste libérale qui apparaît au 19ème siècle est une société pluraliste, y compris sur le plan religieux. Elle marque donc la fin d'un certain régime de chrétienté. D'où la question de la liberté religieuse, qui n'a pas été envisagée tout de suite à cause

Gérard Leclerc est, depuis plusieurs années, chroniqueur religieux dans un grand quotidien parisien. Après « La Bataille de l'école », il publie ce mois-ci une étude d'ensemble sur la situation, les difficultés et l'avenir de l'Eglise catholique. Très informée et remarquablement équilibrée, son étude ne manquera pas d'intéresser, voire de passionner, les catholiques et ceux qui ne le sont pas.



Un Pape qui a décidé d'e

du conflit entre le mouvement anti-clérical et anti-religieux et le catholicisme. Le problème de Vatican II a été de sortir de cet affrontement, pour définir ce que pourrait être un régime civil de liberté religieuse, où la mission de l'Eglise est reconnue dans une société plurielle. Ce texte a été difficile à mettre en forme et pour certains le débat n'est pas clos.

Royaliste : Le mouvement de déchristianisation s'affirme au moment du Concile et de développe après lui. S'agit-il d'une coïncidence, ou bien y a-t-il une relation directe entre cette déchristianisation et le résultat de Vatican II ?

Gérard Leclerc : Ce n'est pas sans rapports. Mais je dénonce une erreur de perspective propre au traditionalisme, qui consiste à tout mettre sur le dos du Concile - y compris les changements sociaux. Par exemple, Pierre Chaunu affirme que le tournant démographique des années soixante serait en rapport direct avec la crise de l'Eglise. Mais s'agit-il d'une crise de l'Eglise ou



à présent partout sur le terrain.

d'une crise de la société dans laquelle l'Eglise est impliquée ? La question est compliquée, car il n'est pas possible de parler de la société occidentale sans tenir compte de l'héritage chrétien qui imprègne profondément les consciences. Chaunu a raison de mettre en relation l'effondrement démographique et l'effondrement des croyances. Mais je ne pense pas que le Concile ait mis l'Eglise en crise et déclenché du même coup la crise de la société. L'Eglise s'est trouvée impliquée dans cette crise, et a tenté d'y répondre avec les moyens que Vatican II lui avait donnés. A l'encontre de ceux qui prétendent que le Concile a aggravé la crise de l'Eglise, je pense qu'elle aurait été encore plus grave s'il n'avait pas eu lieu.

Prenons le cas du clergé. La crise qui l'affecte s'explique non par le Concile mais parce que cette catégorie est celle qui, parmi toutes les catégories intellectuelles, disposait de la situation sociale la plus précaire. La contestation des prêtres s'est faite sur le mode gauchiste et, comme beaucoup de leurs camarades du moment, ils ont été récupérés par le monde moderne. Cela s'explique par la fascination qu'ils ont éprouvée à l'égard de cette société. Le jeune clergé a été littéralement happé par la civilisation de la séduction et de l'individualisme absolu qui a été analysée par Gilles Lipovetski. Grâce à lui notamment, on comprend mieux les causes de l'effondrement des croyances : les grands systèmes de sens sont récusés, la culture individualiste fait sauter toutes les normes et conduit au «souci de soi» dont parle Michel Foucault. Si l'Eglise subit aussi durement le choc de la modernité, c'est qu'elle a mal appréhendé cette modernité dans son analyse conciliaire. Lorsqu'on relit *Gaudium et Spes*, qui est la grande constitution pastorale sur l'Eglise dans les temps modernes, il est frappant de constater que l'analyse de la société industrielle vaut pour les années cinquante mais pas pour la décennie suivante : son langage très normatif ne rend pas compte de l'éclatement individualiste des années soixante. Cela dit, par rapport aux autres systèmes de sens, c'est probablement l'Eglise catholique qui s'en est le mieux tirée, malgré des dégâts considérables.

Royaliste : Ce sont ces dégâts qui provoquent la virulente critique de Maurice Clavel, qui reprochait à l'Eglise de s'être «rendue au monde».

Gérard Leclerc : Tel est bien le problème. Clavel avait retrouvé la foi ou, comme il le disait, la foi l'avait trouvé. Mais il ne s'était guère intéressé au Concile au moment où il se tenait. Puis il s'est aperçu avec effarement qu'un certain nombre de clercs se laissent prendre au mirage d'idéologies qu'il combattait, notamment le marxisme. Mais Clavel, ce n'est pas seulement cette réaction. Pour lui, la foi ne doit pas se greffer sur une analyse sociale et politique, ni même sur un humanisme moderne avec lequel l'Eglise aurait à se réconcilier. Tout l'effort de la philosophie depuis le 18ème siècle a été de fabriquer l'homme, de le faire sortir d'une sorte de matrice conceptuelle. Pour Clavel au contraire, c'est le Christ qui fait l'homme, et la foi est fondamentale, elle est au-delà de l'idéologie et non à sa remorque. C'est à la fois très moderne dans le langage et d'une parfaite orthodoxie.

Royaliste : Tu es proche de Clavel puisque tu récusés à la fois le traditionalisme et le progressisme catholique ?

Gérard Leclerc : Je récus le traditionalisme qui refuse de voir l'acquis du Concile, qui le considère comme une trahison de la foi. Ce qui me gêne dans ce courant, c'est que dans le combat qu'il mène contre cette prétendue trahison, on trouve un certain nombre de présupposés politiques et idéologiques que l'on fait coïncider avec la foi chrétienne mais qui ne sauraient y être liés. Pour être chrétien, faut-il être partisan d'un système politique qui refuse la liberté par principe ? Je crois au contraire que la liberté est fondamentalement chrétienne.

Avec le progressisme, nous nous trouvons dans une situation symétrique. Comme dans le traditionalisme, la norme idéologique prend la place de la norme de foi. Du coup, on se trouve devant un christianisme éclaté car il y a autant de normes de foi que d'idéologies - marxisme, humanisme, etc. Je pense au contraire qu'il existe pour les chrétiens une norme de foi ; c'est l'Eglise qui la donne parce qu'elle a reçu mission de la donner, et cette mission

s'ordonne autour d'un événement historique qui est la venue du Christ sur terre, sa mort et sa résurrection. Si cette réalité historique est entamée ou devient secondaire, il n'y a plus de foi et il n'y a plus d'Eglise.

Royaliste : Manifestement, quelque chose change à partir de Jean-Paul II. Quel est ce renouveau qui est évoqué dans le titre de ton livre ?

Gérard Leclerc : Je suis prudent. On a annoncé un printemps de l'Eglise avec le Concile et on a eu une crise formidable. Donc il ne s'agit pas d'annoncer le renouveau prématurément. Mais il faut relever un certain nombre de faits. En particulier la façon dont Jean-Paul II a repris le gouvernement paraît capitale. Paul VI, auquel je rends hommage, a été pris de plein fouet dans une crise qu'il n'avait pas prévue. Il a tenu fermement, mais il a fallu attendre Jean-Paul II pour que l'Eglise réaffirme sa présence de façon vigoureuse. Carlos de Sà Régo a bien vu que le Pape a décidé délibérément d'être présent partout sur le terrain parce que l'Occident est en proie à une crise de légitimité éthique. L'homme n'a jamais eu autant le pouvoir de maîtriser son destin mais il ne sait pas au nom de quoi agir et il n'y a que le Pape qui puisse affirmer des principes éthiques - qu'il s'agisse de la vie morale, de la vie sociale, de la politique. Pensons à la Pologne, à Haïti, aux Philippines...

Tel est le rôle de l'Eglise dans le monde. Quant à l'Eglise elle-même, elle est en train de se ressaisir, ne serait-ce qu'en mettant fin à certaines controverses empoisonnées sur le Concile. Tel a été le rôle du Synode extraordinaire, qui a mis fin à la période d'incertitudes dans l'Eglise. On s'est aperçu à ce Synode qu'il y avait unanimité des évêques dans l'interprétation de Vatican II. Ce qui ne signifie nullement un retour en arrière. L'Eglise prend en ce moment des initiatives audacieuses (par exemple les retrouvailles avec le judaïsme) et, mieux assurée d'elle-même, elle peut aller de l'avant, repartir à la conquête du monde au nom de l'Evangile.

propos recueillis
par Annette Delranck

LYS ROUGE

Parmi les publications de la N.A.R. le «Lys Rouge» occupe une place à part. Il n'exprime aucun point de vue officiel et se veut un lieu de libre débat. Bien que marginal le «Lys Rouge» s'affirme cependant comme un instrument essentiel à la compréhension du royalisme d'aujourd'hui.

SOMMAIRE DU NUMERO 30

- Reportage photo sur le voyage du comte de Paris et du prince Jean à Loches et à Amboise.
- Quelques portraits des hommes de «La Nation Française» : Pierre Andreu - Gilbert Comte - Jules Monnerot - Michel Chrestien - Michel Vivier - Pierre Bou-tang.
- A propos d'un numéro de «Place Royale» : petite monographie sur les avatars du mouvement royaliste depuis quinze ans.
- Extraits d'un entretien accordé par le prince Henri, fils aîné du comte de Paris à la revue «Légiste».
- A propos de la famille impériale russe : Alain Decaux historien ?

Et dans le cadre du débat **Monarchie et démocratie**. Un curieux document réédité en fac-simile : «Démocratie et monarchie» de Jérôme Paturot. Publié dans l'immédiate après-guerre, il recoupe d'une manière étrange et souvent prémonitoire les préoccupations qui sont les nôtres aujourd'hui...

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM et adresse :

☐ s'abonne au «Lys rouge» à compter du n°30 (un an, 4 numéros, 50 F)

☐ commande le «Lys Rouge» n°30 (20 F franco)

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris.

Tradition

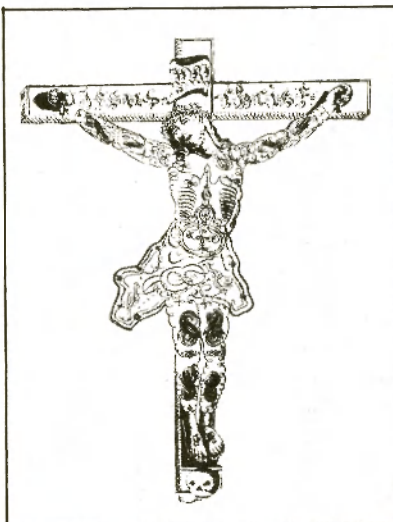
Mystique ouvrière et tradition hermétique

Si vous ignorez tout de l'hermétisme, commencez par ce livre.

Notre mouvement s'est toujours voulu à l'écoute des grands courants de pensée qui animent notre société, cependant il en est un qu'il a négligé : le courant ésotérique et hermétique. Cela peut paraître d'autant plus étonnant que la tradition royale est riche d'une symbolique qui accompagne le Roi tout au long de l'accomplissement de sa haute mission. Ce silence est explicable spécifiquement par la crainte d'une dérive du royalisme vers un irrationalisme puéril, et plus généralement par la confusion établie entre l'hermétisme et la magie. Sans prise de position sur le fond, la publication du livre de Luc de Goustine, «Mystique ouvrière et Tradition hermétique», est l'occasion de réparer cette injustice.

Grâce à la pureté et la richesse du style, cette longue méditation savante sur une calligraphie du XVII^{ème} siècle - le Christ de Tulle - se lit comme un poème, doucement et avec émerveillement. La judicieuse intégration des illustrations à l'écriture stimule en parfaite harmonie l'imagination et la réflexion. Je ne crois pas trop m'engager en affirmant que, même si l'hermétisme vous rebute, la lecture de ce livre vous ravira.

L'hermétisme, c'est une expédition de l'intelligence vers le divin. Et c'est bien à une expédition que nous convie Luc de Goustine. A partir de ce «CRIST DE LA CONFRERIE DES IMPRIMEURS DE TULLE», Crist sans «h» mais Christ quand même, il dénoue l'enchevêtrement des signes - le symbole est un foisonnement des sens - et nous découvre une tradition immémoriale. S'agit-il là réellement de l'univers reli-



Le «CRIST» de Tulle.

gieux d'un groupe social au XVII^{ème} siècle ? L'esprit moderne en doutera, mais sans doute plus par ignorance que par raison. Avouons que devant ce paysage où les signes renvoient toujours à d'autres signes, il est un peu facile d'invoquer la coïncidence. C'est oublier, comme le rappelle fort justement Luc de Goustine, que l'art baroque se proposait de «récapituler catholiquement tout l'univers des formes et des matières». Et si certaines connexions nous apparaissent un peu forcées, on ne peut rejeter a priori l'idée qu'elles aient été voulues; le savoir de l'artiste est une hypothèse plus convaincante que sa fantaisie... Ce savoir est-il une sagesse ? C'est là le propos d'un débat que l'on ne peut engager en quelques lignes.

Paoul Sérant, dans son superbe «René Guénon», note que «l'apport du symbole à la pensée pure dépasse le problème des rapports entre l'Art et l'Intellect. Il s'agit d'un mode d'appréhension de la Vérité qui permettra en certains cas de

saisir ce que le discours ne parvient pas à traduire proprement». Le «certain cas» a ici son importance, car le chrétien doit s'approcher avec prudence de la symbolique. Dans l'ouvrage même de Luc de Goustine, certaines affirmations surprendront le chrétien contemporain. Si saint Augustin a écrit quelque part que «ce que nous nommons à présent religion chrétienne n'a cessé d'exister depuis l'origine de l'espèce humaine jusqu'au moment où le Christ en personne se fît homme» (p.109), il reste difficile d'admettre qu'Hermès, fils de Zeus annonce «par son magistère la médiation rédemptrice du Fils de Dieu» (p.54). La foi de Luc de Goustine n'est pas ici en cause, mais le risque est grand de voir les Evangiles passés au crible de l'hermétisme, alors que l'inverse est la seule attitude chrétiennement acceptable. Le risque est d'autant plus grand qu'il existe aujourd'hui de multiples courants hermétiques qui se rattachent plus ou moins directement à l'hérésie gnostique. Rappelons que pour le christianisme, Foi, Espérance et Charité sont les trois vertus théologales, et il n'est pas de démarche intellectuelle qui conduise au Salut. Or un certain hermétisme tend à faire accroire l'idée que le déchiffrement des symboles est un moyen de l'Illumination et par là même du Salut.

Fortement ancré sur le mystère de l'Incarnation, l'hermétisme constitue une authentique approche du spirituel. Il porte témoignage du génie humain dans sa quête amoureuse du divin. A ce témoignage du génie humain, Luc de Goustine a apporté la grâce de son talent.

Patrick PIERRAN

«Mystique ouvrière et Tradition hermétique. Le Christ de Tulle.» Dervy-Livres. Prix franco : 160F

Femme qui es-tu ?

Gérard Leclerc



La mort de Simone de Beauvoir coïncide peut-être avec la fin du féminisme qu'elle incarna si longtemps pour avoir écrit «Le deuxième sexe». Elle n'abolit pas la question de la femme, après tant de batailles émancipatrices gagnées - ou apparemment gagnées. Accordons que quelques-unes aient été vraiment remportées, celle de l'accession au monde professionnel notamment. D'autres, en revanche - celle de l'avortement en premier lieu - ne cessent de provoquer le retour du refoulé et d'une conscience impossible à étouffer. On le voit bien aux Etats-Unis où l'opposition à la législation libérale ne cesse de croître, grossie par celles et ceux qui en avaient été hier les partisans les plus résolus.

Il se pourrait bien qu'au-delà du féminisme, la question de la femme se repose de façon radicale parce que la véritable question des limites s'impose. La notion de *nature* a été ridiculisée, niée de toutes les façons, et d'abord parce qu'elle constituait le moyen de maîtrise absolue du sexe fort, trop heureux d'enfermer l'autre sexe dans sa condition servile. Tout semble flotter désormais au gré d'une évolution sociologique sans fin, du désir lui-même indéfini et inconstant de l'ego, mais aussi de la puissance technique qui permettra d'oser demain ce qui n'était pas pensable hier.

Elisabeth Badinter peut prendre le relais de sa «mère» Simone. Avec son dernier livre, elle a déjà fait un malheur. L'avenir proche nous dira si «*L'un et l'autre*» aura compté autant que «*Le deuxième sexe*». Mais ses dernières pages justifieraient à elles seules son succès, parce qu'elle est la première à aller jusqu'au bout de la logique de la mutation au-delà de toutes les règles convenues. Je me permets de sauter les 344 pages qui précèdent et dont je redirai un mot plus loin pour en venir à l'interrogation finale qui surpasse de loin en signification et en gravité tout ce qui a précédé : «*quand la société occidentale a reconnu à la femme le droit de se débarrasser de son fœtus, elle a admis que le désir de l'adulte l'emportait sur tout autre considération et que la vie d'un être achevé était plus importante que celle d'un être en puissance. Comment savoir si l'humanité ne franchira pas une étape supplémentaire sur la voie de l'égoïsme absolu, et si l'on ne fera pas naître des enfants dans des conditions contraires à la nature, au risque de leur faire courir des dangers impossibles à évaluer ? Mais, après tout, qui aurait pu jurer, il y a peu, que le premier embryon fécondé in vitro deviendrait un bel enfant comme les autres ?*»

PLUS AUCUNE DIFFERENCE ENTRE HOMME ET FEMME ?

Ces conditions contraires à la nature - faut-il le préciser ? - pourraient consister dans une machine assumant la fonction matricielle jusqu'ici dévolue à la femme selon la loi des mammifères ou même dans un abdomen masculin qui pourrait aussi se substituer au ventre maternel ! Après tout, cette deuxième *hypothèse* s'inscrirait dans l'évolution actuelle qui veut que les sexes se ressemblent de plus en plus. Les hommes et les femmes font les mêmes métiers, remplissent les mêmes rôles sociaux, tendent à une même mode unisexe. Tout s'égale. Il n'y a plus que cette fameuse procréation et la différence indéniable qu'elle impose pour marquer la distance entre les sexes. Si elle disparaissait, une mutation prodigieuse serait possible qui engagerait le destin de l'espèce ! Or, il apparaît que c'est possible au-delà des dernières difficultés à franchir, au-delà surtout de nos dernières craintes à surmonter. Elisabeth Badinter franchit l'obstacle allègrement

dans un cri de triomphe : «*La fin de l'Homme ? Non, un nouvel Homme.*»

Lors d'un récent débat sur France Culture, je me suis rendu compte au feu de la discussion qu'elle était beaucoup moins assurée qu'elle voulait bien l'écrire. La perspective d'une mutation radicale est d'autant plus fascinante qu'elle présente toutes les caractéristiques d'une transgression et même de la transgression des transgressions. On a beau assassiner en quelques lignes le message de la Bible et enterrer la religion au coin de deux ou trois phrases. Le défi lancé s'adresse à cette loi qui s'enracine dans les consciences et qui se réfère au Créateur ! Je sais bien qu'en l'occurrence, il a toutes les apparences du Père sadique et qu'il s'identifie au mauvais génie de toutes les oppressions. Mais à diaboliser le bon Dieu on n'est pas quitte de toute interrogation éthique.

L'IMPASSE DE LA VOIE POSITIVISTE

Cette interrogation spécifique à l'Homme, homme et femme, que je ne parviens pas à saisir dans ce livre d'érudition qui voudrait donner à sa réflexion des assises encyclopédiques. De Leroi-Gourhan à Lévi-Strauss en passant par Freud, Elisabeth Badinter s'assure de tout ce qui peut compter - même si c'est en le combattant - pour boucler le cercle anthropologique. Son positivisme foncier lui permet ainsi d'enfermer dans son discours tout le passé-présent de l'espèce sans que rien ne puisse échapper. Le face à face de l'homme et de la femme n'est en somme qu'une affaire de conquête de pouvoir, fondée sur une conception biologique de la différence sexuelle que la science moderne a complètement démenti. Fondamentalement, l'individu est bisexuel et c'est ce qui éclate maintenant que tout l'échafaudage culturel-idéologique s'effondre.

On ne naît ni homme ni femme, on le devient. Demain, l'homme et la femme deviendront l'androgynie ! Ce n'est sans doute pas si évident, puisque l'auteur m'a assuré *viva voce* que si demain l'homme porte l'enfant dans son ventre, la différence sexuelle pourrait tout de même subsister... Cela ne suffit pas à me rassurer.

Le pouvoir que l'homme a acquis sur lui-même pose des problèmes terrifiants. Les médecins pionniers des manipulations génétiques le savent et la plupart ne sont pas prêts à faire n'importe quoi. Il n'est pas surprenant que la commission nommée par le précédent gouvernement pour formuler des avis en un domaine que la législation n'a pas encore réglementé, ait décidé de réfléchir par priorité à ce qu'est l'homme. Je doute qu'on parvienne à un résultat en choisissant la voie positiviste, comme je doute (et c'est un euphémisme) qu'on parvienne par la même voie à définir la différence sexuelle. Il est vrai que toutes les voies apparaissent aujourd'hui fermées dans le grand désert du sens, de l'appauvrissement du langage, d'un rationalisme clos libérant lui-même l'irrationalisme délirant. Toutefois, il est des femmes moins célèbres qu'Elisabeth Badinter pour retrouver dans la Bible une voie de contemplation et de libération. Je pense particulièrement à une Tatiana Goritcheva que les Soviétiques se sont empressés d'expulser tant son féminisme chrétien pouvait être subversif.

Gérard LECLERC

Elisabeth Badinter «*L'un et l'autre. Des relations entre hommes et femmes*», éditions Odile Jacob.

J'ai repris le titre du beau livre de Nicole Echivard «*Femme qui es-tu ?*» éditions Critérion, que je recommande parce qu'il répond justement à toutes les impasses du féminisme.

Philippe de SAINT ROBERT



L'amitié que nous nous portons fait que souvent je lis dans tel ou tel organe de presse, sous la plume de tel ou tel journaliste - pas systématiquement mal intentionnés - que je suis royaliste (et parfois même, tant le goût de l'amalgame piège facilement les jugements hâtifs, «maurrasien»). A vrai dire, nous sommes, les uns et les autres, bien autre chose, et ce que nous avons en commun est une idée de la France avant d'être un attachement à des personnes ou à un système que nous avons de plus en plus de mal à définir dans la réalité institutionnelle contemporaine.

Certes, tout ce qui est royal est nôtre au sens le plus élevé, voire religieux. Saint Jean dit que Dieu s'est fait homme pour que l'homme soit fait Dieu. De même pourrait-on dire que l'idée royale, dans notre histoire, fut pareillement médiatrice - alors que certainement, à travers les drames de cette histoire, elle est devenue aux yeux de beaucoup réductrice. L'idée républicaine est puissante en France, mais elle a souffert, elle souffre encore de s'être à un certain moment construite et définie contre notre passé, alors qu'elle ne sera vraiment réconciliatrice (et unificatrice) que lorsqu'elle acceptera de s'intégrer dans la continuité qui la fait héritière de ce passé.

Le général de Gaulle, en écrivant naguère au comte de

Paris que toute sa vie il s'était inspiré «des leçons millénaires de la Maison de France», a marqué à quel point notre histoire était, devait être un tout. Il l'a marqué dans sa conception révolutionnaire des institutions nouvelles, il l'a marqué aussi dans la conduite d'une politique étrangère telle qu'on avait oublié même qu'elle pût exister - l'une et l'autre placées ainsi explicitement dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler la tradition capétienne de notre pays.

Les héritiers parfois abusifs du Général, en se croyant par jeu plus républicains que lui, ou bien en occultant plus ou moins sciemment cet aspect de sa philosophie politique, se donnent le plus souvent des facilités populistes qui révèlent davantage leurs nostalgies bonapartistes qu'une juste appréhension de ce que peut être aujourd'hui une démocratie qui n'ait pas pour seule référence l'opinion publique. Nous ne savons que trop ce que peuvent être les égarements d'une telle opinion publique par rapport à l'intérêt à long terme d'une nation qui n'entendrait pas quitter l'histoire (ou la laisser faire par les autres, ce qui revient au même).

A tous égards, votre témoignage inlassable est donc vivifiant. D'abord parce que vous montrez qu'à tout moment, une politique n'est concevable que par rapport à des sources profondes et ininterrompues. Ensuite parce que votre référence à notre tradition millénaire n'enferme jamais celle-ci dans son passé, mais au contraire la fait vivre, la fait se renouveler en communion avec une époque qui, par tant de signes déroutants, voire désespérants, s'emploie à nous dépasser. D'où, bien sûr, la solitude où vous êtes si souvent, et où je me retrouve assez bien - même lorsqu'il m'arrive de vous juger imprudents, par quoi vous confirmez votre incessante jeunesse d'esprit.

P.S.R

* Philippe de SAINT ROBERT. Journaliste et écrivain. Depuis 1984, il est Commissaire Général à la langue française.

15^{ème} Anniversaire Encore des témoignages

André GRJEBINE



C'est avec une certaine réticence que j'ai accepté pour la première fois, il y a quelques années, votre invitation d'animer une des conférences organisées par «Royaliste». Depuis lors, si je ne suis toujours pas devenu royaliste (!), j'ai appris à connaître et à lire avec attention chaque numéro de votre revue. J'apprécie le talent et la compétence de vos correspondants (tout particulièrement en économie, mon terrain de prédilection) comme l'ouverture d'esprit de vos éditoriaux. Je partage de surcroît beaucoup de vos analyses. Bien souvent, il n'y a guère que votre adhésion au royalisme qui nous sépare. Mais est-ce si important alors que, sans blesser vos convictions, on peut sans doute dire que le problème n'est pas à l'ordre du jour... au moins dans l'immédiat ? Nous aurons

sûrement maintes occasions d'en reparler. En attendant, je souhaite une longue vie et une diffusion croissante à «Royaliste».

André Grjebine. Maître de conférence à Science Po. A récemment dirigé un ouvrage collectif, «Théories de la crise et politiques économiques».

Jean-Paul ARON

Je salue «Royaliste» à l'occasion de son quinzième anniversaire. Je salue sa rectitude à soi-même, son intransigeance altière. En ce temps mou où la confusion des doctrines conspire avec le simulacre des représentations, où le politique s'effiloche sous les effets de la consommation tout azimut, la Nouvelle Action Royaliste s'est refusée aux compromis. Qu'elle s'appuie sur une idéologie que je ne partage pas n'a, à mes yeux, qu'une importance relative, dès lors que le principe monarchique est pour elle le garant d'un monde qui ne se définit point selon ses apparences mais seulement d'après ses fondements.

J'appartiens, en effet, à une minorité exiguë d'intellectuels convaincus, dans une civilisation irrésistiblement attirée par le vide, qu'il y a des choses que les mots ne parviennent pas à masquer, des réalités que l'évanescence des signes ne peut brouiller, des vérités que les tentatives assassines de déconstruction généralisée ne sauraient subvertir. Bref, qu'il y a, dans la vie, du sens que je n'ai pas cessé de découvrir dans la démarche de Bertrand Renouvin et de ses amis.

Jean-Paul Aron

* Jean-Paul ARON. Mémorialiste est aussi l'auteur de très nombreux essais.

Témoignages Nos lecteurs aussi ...

Depuis trois numéros nous publions les témoignages que de nombreuses personnalités ont bien voulu envoyer pour le 15ème anniversaire de notre mouvement. Mais nous avons reçu aussi un courrier abondant de nos lecteurs duquel nous extrayons quelques réactions de ceux qui nous découvrent depuis peu.

J'en reprend pour six mois !

A la lecture depuis quelques mois de Royaliste, que j'ai découvert par hasard, et que vous avez eu la gentillesse (et la présence d'esprit) de m'envoyer durant quelques semaines, votre «action» m'apparaît comme un courant politique original. Je dis «courant» et non «parti», tant vous me paraissez vous situer à côté (et, peut-être bien, au dessus) des mouvances politiques des «sacro-saints» partis, du «jeu» politique traditionnel, tout en ne refusant pas de vous y frotter lorsque vous le jugez souhaitable.

D'abord votre périodique m'élève l'esprit. Il me fait toucher du doigt certains aspects de la réalité contemporaine.

Ensuite votre périodique m'aide à comprendre le pourquoi et le comment, sans affirmations péremptives, sans certitudes assénées, sans vérités incontournables. Enfin, si j'ose dire, et j'ose, votre périodique est écrit en un français joliment «troussé». Entendez par là que politique et culture y font bon ménage. C'est rare et il me plaît de le souligner.

Aussi, et sans approuver (pas encore) toutes vos appréciations, j'en «reprend» pour six mois !

M.R. (Saint Maur)

Stimule l'intelligence et éveille la réflexion

De la même façon que vous voulez au dessus des querelles politiciennes et stériles, votre journal se veut au dessus des préoccupations superflues de nombreux hebdomadaires dits politiques. «Royaliste» stimule l'intelligence et éveille la réflexion. La page Idées est, de ce point de vue, une des meilleures.

T.L.B. (Brest)

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 18 F).

Mercredi 21 mai. Nos lecteurs auront lu dans les pages centrales du dernier numéro de «Royaliste» le remarquable hommage rendu au Roi d'Espagne par Laurent DISPOT. Ces pages sont tirées de son dernier livre, intitulé «Manifeste archaïque, pour une morale de la modernité». Laurent Dispot qui a déjà été l'invité apprécié de nos mercredis, viendra nous le présenter.

Mercredi 28 mai. Ce sera une conférence par Bertrand RENOUVIN, suivie d'un débat sur un sujet brûlant : «Violences politiques et sociales, le sentiment d'insécurité est-il fondé ?».

Mercredi 4 juin. Historien, mais aussi conteur de talent, Claude DUNETON a écrit récemment «Petit Louis dit XIV». Il viendra non seu-

lement nous donner le récit de la naissance et des premières années du Roi-soleil mais également restituer pour nous l'ambiance d'une époque.

NOUVELLES BREVES

■ A l'initiative de l'association «Louis XVI» et avec le soutien de P. et P. Girault de Coursac, la mairie du 2ème arrondissement de Paris a organisé une exposition consacrée à «Louis XVI et son image» (attention jusqu'au 24 mai seulement).

■ Le livre de Laurent Bourdelas «Limoges rouge/ Limoges blanche, une ville dans la tourmente du XIX^e siècle» est paru. Les souscripteurs le recevront donc ces jours-ci. Quant aux autres ils peuvent nous le commander au prix de 96 F (franco de port).

■ Nous rappelons aux amateurs de figurines historiques en plomb qu'ils peuvent venir admirer -et acheter ...- nos productions dans nos locaux. En particulier une nouvelle série magnifique de couples royaux.

■ La publication -sous la plume de Daniel Mitrani- par l'OURS (journal de l'Office Universitaire de Recherche socialiste) d'une intéressante et sympathique note de lecture sur le dernier livre de Bertrand Renouvin «La République au Roi dormant» a provoqué un débat sur la monarchie dans les colonnes de notre confrère.

BON DE COMMANDE

du nouveau livre de
Gérard LECLERC

**L'EGLISE CATHOLIQUE - Crise et renouveau
(1962-1986)**

NOM/ Prénom :

Adresse :

commande «L'Eglise catholique - Crise et renouveau»
et verse ci-joint la somme de 120 F (prix franco) à l'ordre de
«Royaliste» - CCP 18 104 06 N Paris.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à «ROYALISTE»
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin «La République au roi dormant»
- Une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?»
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout d'une valeur de 180 F pour 90 F seulement

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris, CCP 18 104 06 N Paris

Fragments, plus ou moins radioactifs ...



La synthèse n'est pas toujours possible. Il y a des moments où le réel échappe plus que d'ordinaire, où les faits s'enchevêtrent, se télescopent, se superposent. Il faut en prendre son parti. D'où ces fragments épars, qui ne sont cependant pas dépourvus de sens.

RETOMBEES

Le samedi 10 mai à 13 heures sur TF1, les téléspectateurs se sont aperçus qu'on leur avait menti, et même pas par omission. On, c'est à dire des bureaux, des services, des ministères. Et le pauvre Alain Carignon, durement questionné le lendemain sur Antenne 2, s'est réfugié derrière le projet de création d'une « cellule » d'information - pour ne pas dire d'une commission. Le nuage est bien passé sur la France, provoquant une radioactivité très au-dessus de la normale. Dangereuse ou pas ? Les statistiques affirment qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, mais le raisonnement qui se fonde sur elles est toujours approximatif, alors qu'il s'agit de la santé et de la vie de personnes. De toutes façons, on ne saura jamais qui est mort du tabac et qui de Tchernobyl. Tranquillité de l'ordre statistique...

SILENCE

Mais pourquoi ce silence, qui ne pouvait être gardé bien longtemps ? Une suspicion légitime est jetée sur le groupe de pression du nucléaire et sur celui de l'agriculture, qui avaient intérêt à ce que toute parole alarmante soit célée. Il y a aussi ce réflexe magique du pouvoir, qui consiste à taire une réalité gênante, comme si le silence pouvait l'effacer. Bien sûr, ce gouvernement-ci est responsable. Mais le précédent se serait-il mieux comporté ? Là non plus on ne saura jamais. On nous dit maintenant que les leçons seront tirées. Mais une « cellule » c'est encore l'Etat, messieurs les libéraux, et celui-ci a été et sera toujours traversé de réseaux de solidarité, travaillé par les groupes de pression, empêché d'agir par sa

bureaucratie. Il faut donc que cet Etat soit à tout moment soupçonné, critiqué, pressé de questions par des citoyens organisés. Dans l'affaire du nuage radioactif, le consensus mou qui s'est opéré autour du nucléaire (depuis 1981 !) est un avantage pour le pouvoir et un inconvénient pour la société civile. Ironie cruelle : c'est au moment où il s'effiloche que le mouvement écologiste paraît le plus indispensable. Et il n'y a pas que la menace nucléaire. C'est dire la nécessité d'une presse libre et d'une nouvelle citoyenneté pour nourrir le débat public qui ne cessera, sinon, de s'appauvrir et de s'égarer.

PARTIS

Mais les partis politiques ? N'est-ce pas justement leur rôle de critiquer, de débattre, de proposer ? Comme d'habitude, l'événement inattendu les a laissés sans réaction. Même dans l'opposition. Malgré sa toute neuve « culture de gouvernement », malgré ses experts et son discours « responsable », le Parti socialiste n'a pas été à la hauteur de sa tâche. Est-ce du mauvais esprit que de rappeler sa volonté constante d'éliminer tout mouvement marginal, tout groupe hétérodoxe, afin de régner sans partage sur un électorat dont il s'estime seul propriétaire légitime ?

JOSPIN

Justement, ce Parti socialiste, que fait-il et à quoi rêve-t-il ? Il rêve de la reconquête du pouvoir, sans aucun doute. Mais, en attendant, il éclate doucement. A Paris, la géographie politique de la gauche s'est enrichie de nouvelles baronnies : après les rocardiens et les mauroyistes, voici les chevènementistes et les fabiusiens qui installent leurs bureaux loin de la rue de Solferino. Comme prévu, chacun prend ses marques, et le P.S. n'est plus qu'un terrain de manœuvre pour la bataille suprême. Jospin serait plus heureux s'il vivait en monarchie.

Pour conjurer le sort, le Premier secrétaire pratique l'auto-célébration. Nous

avons perdu le gouvernement, disait-il en substance le 10 mai, mais nous avons conservé le Président. Ainsi, François Mitterrand appartient aux socialistes. Le chef de l'Etat est donc le chef d'un parti ? Toujours aussi désastreux dans son ardeur militante, Lionel Jospin oublie ceux qui ont choisi F. Mitterrand comme meilleur président possible pour tous les Français.

MAUVAIS COUP

Comme Jospin s'est prononcé pour une nouvelle candidature de l'actuel président, son argumentation a, « objectivement », un effet de contrepropagande. Que lui importe, puisqu'il s'agit avant tout de sauver le Parti. De ce point de vue, F. Mitterrand est assurément le meilleur candidat. Il l'est aussi pour nous, pour de tout autres raisons. Mais pas à n'importe quelles conditions. Il faut dès maintenant dénoncer la manœuvre qui consisterait à accompagner la campagne présidentielle d'un référendum sur le quinquennat. Ce projet - celui de Fabius, de Bérégovoy, de Giscard aussi - est un mauvais coup contre les institutions ; il détruirait le souci de continuité, l'esprit d'arbitrage, et même l'efficacité minimale dont l'Etat dispose depuis 1958. Sur ce point décisif à nos yeux, nous serons d'une intransigeance totale.

IMMERSION

Lionel Jospin, encore lui, a eu cette fois raison de souligner à quel point ce gouvernement gouvernait peu. La « plateforme » électorale s'enfonce doucement dans l'océan des incertitudes et Jacques Chirac, comme Mauroy naguère, a bien du mal à réduire la cacophonie ministérielle. Au total, que restera-t-il des projets de mars ? Peu de choses, et encore moins de bonnes choses. Ce qui nous menace, ce n'est pas le trop plein, mais le vide.

Bertrand RENOUVIN